

3 LE SOLIDARÉ

BULLETIN TRIMESTRIEL- Avril- Mai -Juin 2026

Membres, du Comité de Direction Régionale du Forum IGAD/Société civile,

Organisation dotée d'un statut d'observateur auprès du COMESA

Membre du réseau Euro-méditerranéen de la Solidarité

Membre du réseau Initiatives Climat France

O.N.G ♦ ORGANISATION FONDÉE EN 1992 - 2026 / 34 années au service de la Solidarité

UNE OPÉRATION DE SOLIDARITÉ EN FAVEUR DE 200 RÉFUGIÉS YÉMÉNITES À DJIBOUTI

Une opération de solidarité en faveur de la communauté des réfugiés yéménites résidant dans la ville de Djibouti a été organisée en partenariat avec l'ONG **Bender Djedid**, avec le soutien de **Qatar Charity**.



Cette initiative a permis à **200 réfugiés yéménites** de bénéficier d'une aide

alimentaire composée de produits de première nécessité. À travers cette action, les organisations partenaires entendent apporter un soutien concret aux familles bénéficiaires et contribuer à améliorer leurs conditions de vie.

Cette opération témoigne également de l'importance de la solidarité envers les personnes en situation de vulnérabilité. Elle s'inscrit dans une démarche humanitaire visant à répondre aux besoins essentiels des communautés réfugiées et à renforcer les actions d'assistance au profit des populations les plus fragiles.

L'ONG **Bender Djedid**, en collaboration avec **Qatar Charity**, réaffirme ainsi son engagement en faveur des initiatives humanitaires et sociales destinées aux personnes dans le besoin, notamment les réfugiés vivant à Djibouti.

L'ONG Bender Djedid renforce son action solidaire à l'occasion de l'Aïd Al-Adha

A l'occasion de la fête de l'Aïd Al-Adha, l'ONG **Bender Djedid**, fidèle à son engagement humanitaire et social, a organisé une importante opération de solidarité au profit des familles vulnérables dans la capitale.

Avec le précieux soutien de ses différents partenaires, l'organisation a procédé à la **distribution de carcasses de moutons au bénéfice de 300 ménages**. Cette action a permis aux familles bénéficiaires de célébrer cette fête religieuse dans un esprit de partage et de solidarité.



L'ONG Bender Djedid tient à **exprimer ses sincères remerciements et sa profonde gratitude à l'ensemble de ses partenaires** pour leur confiance, leur accompagnement et leur contribution à la réussite de cette opération. Grâce à leur soutien, cette initiative a pu apporter une aide concrète à de nombreuses familles.

Cette action s'inscrit dans la continuité des activités humanitaires menées par l'ONG Bender Djedid, particulièrement à l'occasion des grandes fêtes religieuses. Elle traduit la volonté commune de l'organisation et de ses partenaires de renforcer la solidarité envers les personnes et les familles les plus vulnérables.

L'ONG Bender Djedid remercie chaleureusement tous ses partenaires pour leur engagement aux côtés des populations bénéficiaires et souhaite que cette collaboration se poursuive et se renforce dans les prochaines initiatives humanitaires.



Élections présidentielles à Djibouti : la mission de l'Union africaine consulte la société civile

Dans le cadre de l'élection présidentielle à Djibouti, la mission d'observation électorale de l'Union africaine, actuellement en déplacement dans le pays, poursuit ses consultations auprès des différents acteurs impliqués dans le processus électoral.

À ce titre, le chef de mission et sa délégation ont rencontré les représentants de l'ONG Bender Djedid, dans le cadre d'un échange consacré aux enjeux et aux réalités du processus électoral djiboutien.

La rencontre a été facilitée par les liens professionnels établis au fil des années, notamment à travers l'expérience du secrétaire général de Bender Djedid, qui a déjà participé à des missions d'observation électorale pour le compte de l'Union africaine.

Les échanges ont permis d'aborder, avec franchise et dans un esprit constructif, plusieurs questions relatives au processus électoral. Les représentants de l'ONG ont partagé leurs observations et leur appréciation de la situation, tandis que la mission de l'Union africaine a recueilli ces éléments dans le cadre de son travail d'observation.

Cette rencontre illustre l'importance accordée par la mission à l'écoute de la société civile, dont le regard constitue une source d'information essentielle pour une évaluation globale et équilibrée du processus électoral.

À travers ces consultations, la mission d'observation de l'Union africaine entend ainsi recueillir les différents points de vue des acteurs nationaux afin de contribuer à une appréciation objective du déroulement du processus électoral à Djibouti.



Participation de l'ONG Bender Djedid à un atelier sur le Pacte mondial pour les migrations

Le **7 avril 2026**, Djibouti a accueilli, à l'Ayla Hôtel, le deuxième atelier de formation et de coordination des agences du Système des Nations Unies consacré à l'intégration du **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM)**.

Cette rencontre a réuni des représentants des agences du Système des Nations Unies, des autorités nationales ainsi que des partenaires techniques et autres acteurs concernés, avec pour objectif de renforcer la coordination autour de la gouvernance migratoire et de favoriser un meilleur alignement des interventions sur les priorités nationales.

Les échanges ont notamment porté sur les principales dynamiques migratoires observées à Djibouti et dans la région, les défis liés à la gestion des flux migratoires mixtes ainsi que les possibilités de renforcer la collaboration entre les différents acteurs. Une attention particulière a été accordée aux domaines de la **protection, de l'emploi, des changements climatiques et de la gouvernance**, qui constituent des enjeux majeurs dans la gestion des migrations.

L'atelier a également constitué un cadre de partage d'expériences et de réflexion collective autour des moyens de renforcer la cohérence des interventions et d'améliorer la prise en compte des priorités nationales dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations.

L'**ONG Bender Djedid** a pris part à cette rencontre, représentée par son point focal, **M. Fahim Neguib**, qui a participé activement aux discussions et aux travaux de groupe. Sa participation témoigne de l'engagement de l'organisation à contribuer aux initiatives nationales et internationales visant à promouvoir une gouvernance migratoire plus inclusive et coordonnée.

À travers cette participation, l'ONG Bender Djedid réaffirme son engagement à soutenir les efforts visant à renforcer la protection des personnes migrantes et à favoriser une approche concertée de la gestion des migrations.

Cet atelier s'inscrit ainsi dans la dynamique des efforts engagés à Djibouti pour renforcer la

coordination entre les institutions nationales, les agences des Nations Unies, les organisations de la société civile et les partenaires techniques, en vue d'une gestion plus cohérente, efficace et durable des migrations.



Réunion du GTMM : validation des nouveaux Termes de Référence et renforcement de la coordination sur la migration mixte

Le 8 avril 2026, le Groupe de Travail Technique sur la Migration Mixte (G TMM) s'est réuni à Djibouti-ville, au Best Western Hôtel, dans le cadre d'une session consacrée à la validation de ses nouveaux Termes de Référence (TDR). Cette rencontre s'inscrit dans les efforts visant à renforcer la coordination nationale et à adapter les mécanismes de réponse aux dynamiques migratoires en constante évolution.

Organisée avec l'appui des partenaires institutionnels et des agences des Nations

Unies, la réunion a permis de présenter aux participants les Termes de Référence révisés du GTMM et d'échanger sur les principales évolutions observées dans le domaine de la migration mixte.

Les participants ont également pris connaissance des principales tendances migratoires issues de la **DTM 2025**, ainsi que des éléments relatifs à la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile à Djibouti. Ces présentations ont permis d'alimenter les discussions et de favoriser une meilleure compréhension des enjeux actuels liés aux mouvements migratoires.

Les échanges ont été marqués par une participation active des différents acteurs présents. Les participants ont formulé plusieurs observations et recommandations visant à renforcer la coordination, le partage d'informations et la complémentarité des interventions entre les différentes parties prenantes.

À l'issue des discussions, les nouveaux Termes de Référence du GTMM ont été validés, constituant ainsi



un cadre actualisé pour orienter les travaux du groupe et renforcer son efficacité dans le suivi et la coordination des réponses aux mouvements migratoires mixtes.

L'organisation **Bender Djedid** a pris part à cette réunion, représentée par son point focal, **M. Fahim Neguib**, qui a activement contribué aux échanges en partageant ses observations et son expertise sur les questions abordées.

Cette rencontre constitue une étape importante dans la redynamisation du Groupe de Travail Technique sur la Migration Mixte et dans le renforcement de la collaboration entre les institutions nationales, les organisations de la société civile et les partenaires techniques engagés dans la gestion des flux migratoires mixtes à Djibouti.

Atelier national de concertation et de renforcement des capacités des parties prenantes sur le Fonds Vert pour le Climat (FVC)

Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable de Djibouti a organisé, du 14 au 16 avril 2026 au Sheraton Hôtel, un atelier national de concertation et de renforcement des capacités des parties prenantes sur le Fonds Vert pour le Climat (FVC), en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par Djibouti pour renforcer sa capacité à mobiliser les financements climatiques nécessaires à la mise en œuvre de ses priorités en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Elle visait notamment à améliorer la compréhension des mécanismes du FVC, à accompagner le processus d'accréditation des entités nationales, à identifier les principales lacunes institutionnelles et à renforcer la coordination entre les différents acteurs impliqués dans l'action climatique.

L'objectif principal de l'atelier était de renforcer les capacités des parties prenantes nationales afin de mieux préparer le pays à accéder aux ressources financières du FVC et à mobiliser davantage de financements en faveur de l'action climatique. Les travaux ont notamment porté sur les exigences et les mécanismes du Fonds Vert pour le Climat, les procédures d'accréditation des entités nationales, les conditions nécessaires à la mise en place d'un accès direct aux financements climatiques, ainsi que sur l'intégration de la dimension genre dans la planification, la conception et la mise en œuvre des projets et programmes climatiques.

Au cours des différentes sessions, les consultants ont présenté les principales étapes et procédures relatives à l'accréditation des entités nationales, ainsi que le plan d'action proposé pour accompagner ce processus. Les échanges ont également permis d'examiner les besoins en matière de renforcement des capacités, de coordination institutionnelle et de mise en place de mécanismes favorisant une meilleure mobilisation des ressources climatiques.

L'atelier a constitué un espace privilégié de dialogue, de concertation et de partage d'expériences entre les



différentes parties prenantes. Les discussions interactives ont permis aux participants d'exprimer leurs préoccupations, d'identifier les principaux défis à relever et de bénéficier des éclairages techniques apportés par les experts présents.

À travers cette rencontre, les participants ont ainsi renforcé leur compréhension des mécanismes du Fonds Vert pour le Climat et des conditions nécessaires à un meilleur accès aux financements climatiques. L'atelier représente une étape importante dans les efforts de Djibouti visant à consolider ses capacités institutionnelles, à améliorer la coordination entre les acteurs nationaux et à renforcer la mobilisation de ressources en faveur d'un développement résilient et durable face aux changements climatiques.

Participation de l'ONG Bender Djedid à l'atelier de mobilisation des parties prenantes au Palais du Peuple

Le jeudi 23 avril 2026, un atelier d'information et de mobilisation des parties prenantes consacré aux projets « **Djibouti Fondement Numérique (DFN)** » et « **Intégration Numérique Régionale en Afrique de l'Est (EARDIP)** » s'est tenu au Palais du Peuple, à l'initiative du Ministère de la Communication chargé des Postes et des Télécommunications.

Cette rencontre avait pour objectif de présenter l'état d'avancement de ces deux projets numériques stratégiques, de favoriser les échanges avec les différentes parties prenantes et de renforcer leur implication dans les processus de mise en œuvre et de suivi. Soutenus par la Banque mondiale, ces projets s'inscrivent dans les efforts visant à accompagner la transformation numérique et à renforcer les infrastructures et services numériques à Djibouti.



L'atelier a réuni des représentants des institutions publiques, des organisations de la société civile, des partenaires et des différents acteurs concernés par les enjeux de la transformation numérique. Les échanges ont permis de présenter les principales orientations des projets, de recueillir les observations des participants et de renforcer le dialogue autour des mécanismes de gouvernance et de participation.

Parmi les participants figurait **M. Fahim Neguib**, représentant de l'ONG **Bender Djedid**, dont la présence a contribué à rappeler l'importance de l'implication de la société civile dans les initiatives de transformation numérique. Cette participation traduit la volonté de l'organisation de contribuer aux mécanismes de concertation

nationale et de favoriser une approche inclusive dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement.

Une attention particulière a également été accordée au **Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)**. Cet outil vise à permettre aux citoyens, aux communautés et aux organisations concernées de faire connaître leurs préoccupations, de soumettre leurs plaintes et d'obtenir des réponses dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Il constitue ainsi un dispositif essentiel pour renforcer la transparence, la redevabilité et la participation des parties prenantes.

Les échanges ont permis de mieux faire connaître les mécanismes prévus pour assurer la prise en compte des préoccupations des différentes

parties prenantes et favoriser un dialogue continu tout au long de la mise en œuvre des projets.

À travers sa participation à cet atelier, l'ONG **Bender Djedid** réaffirme son engagement en faveur du **dialogue inclusif, de la gouvernance participative et de la transformation numérique au service des citoyens**. Cette implication témoigne également de l'importance du rôle de la société civile dans l'accompagnement des initiatives nationales et dans la promotion d'un développement numérique accessible, transparent et bénéfique à l'ensemble de la population djiboutienne.

Gestion des risques et des catastrophes : Djibouti renforce ses capacités d'intervention

Afin de mieux anticiper et faire face aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires, Djibouti poursuit ses efforts en faveur du renforcement de son dispositif national de gestion des risques et des catastrophes. Dans ce cadre, une formation de haut niveau consacrée à l'évaluation rapide post-catastrophe s'est tenue du 3 au 6 mai 2026 au Sheraton Hôtel.

Organisée par le Secrétariat exécutif de la gestion des risques et des catastrophes, sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur, cette formation a bénéficié de l'appui de la Banque mondiale et du Système des Nations Unies. Elle a réuni près de quarante participants issus de différents ministères, institutions et structures nationales concernés par la gestion des risques et des crises.



L'objectif principal de cette formation était de renforcer les compétences des acteurs nationaux en matière d'évaluation rapide des besoins des populations et des infrastructures à la suite d'une catastrophe. Les participants ont été formés aux méthodes d'évaluation multisectorielle, à la collecte, au traitement et à l'analyse des données sur le terrain, ainsi qu'aux mécanismes de coordination et de partage de l'information entre les différentes institutions.

Au-delà du renforcement des compétences techniques, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux visant à consolider la résilience du pays et à améliorer sa capacité de préparation et de réponse face aux catastrophes. Elle contribue également à renforcer la coordination intersectorielle et à promouvoir une approche davantage anticipative et proactive de la gestion des risques.

À l'issue de la formation, les participants disposeront de compétences leur permettant de déployer rapidement des équipes d'évaluation sur le terrain, d'identifier et d'analyser les besoins prioritaires des populations affectées, et de formuler des recommandations permettant d'orienter efficacement les interventions d'urgence et les actions de relèvement.

À travers cette initiative, Djibouti réaffirme son engagement à renforcer son système national de gestion des risques et des catastrophes. Le développement des capacités nationales constitue en effet un levier essentiel pour mieux anticiper les crises, réduire leur impact sur les populations et les infrastructures et renforcer la résilience du pays face aux risques croissants liés aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques.

Atelier de validation du document du projet CBIT

Le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), a organisé, le 7 mai 2026, un atelier de validation du document de projet intitulé « **Renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre du Cadre de transparence renforcé de l'Accord de Paris à Djibouti (CBIT)** ».

Ce projet vise à renforcer de manière durable et structurée les capacités institutionnelles, techniques et humaines de la République de Djibouti afin de répondre aux exigences du **Cadre de transparence renforcé (Enhanced Transparency Framework – ETF)** de l'Accord de Paris. Il contribuera notamment à améliorer la qualité, la régularité et la pertinence des rapports nationaux relatifs aux changements climatiques, ainsi qu'à consolider les mécanismes nationaux de collecte, de gestion et de communication des données climatiques.



L'objectif principal de l'atelier était de procéder, de manière participative et inclusive, à la validation du document du projet CBIT avec l'ensemble des parties prenantes concernées. Les travaux ont notamment porté sur les objectifs, les composantes et les modalités de mise en œuvre du projet.

Plus spécifiquement, l'atelier avait pour objectifs de :

- présenter le document du projet aux différentes parties prenantes ;
- examiner en détail les différentes composantes et activités proposées ;
- recueillir les observations, commentaires et recommandations des participants ;
- intégrer les amendements et contributions jugés pertinents afin d'améliorer le document ;
- parvenir à un consensus en vue de l'adoption du document final.

L'atelier a réuni les membres du **Comité national directeur sur les changements climatiques (CNDCC)**, ainsi que des représentants des institutions nationales, des partenaires techniques et financiers et des autres parties prenantes concernées par les questions liées aux changements climatiques et à la transparence climatique.

À l'issue des présentations et des échanges, les participants ont engagé des discussions constructives autour des différentes composantes du projet et formulé plusieurs observations et recommandations visant à renforcer sa cohérence et son efficacité.

Au terme des travaux, le document du projet CBIT a été validé de manière participative, avec la prise en compte des recommandations pertinentes formulées par les participants. Cette validation constitue une étape importante dans le renforcement du dispositif national de transparence climatique et dans la préparation de Djibouti à répondre aux exigences du Cadre de transparence renforcé de l'Accord de Paris.

À travers ce projet, Djibouti entend consolider durablement ses capacités nationales en matière de collecte, de gestion, d'analyse et de communication des données climatiques, afin de contribuer à une meilleure planification et à un suivi plus efficace de ses engagements en faveur de l'action climatique.

Consultation nationale de haut niveau sur l'élaboration du Plan de mise en œuvre axé sur les résultats

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a organisé, les 24 et 25 mai 2026 au Sheraton Hôtel, une consultation nationale de haut niveau consacrée à l'élaboration d'un Plan consolidé de mise en œuvre axé sur les résultats pour la période 2026-2030.

Cette consultation fait suite à l'adoption de la **Stratégie de l'IGAD 2026-2030** par le Comité des Ambassadeurs de l'IGAD. Elle avait pour objectif de recueillir les contributions des parties prenantes nationales et de favoriser l'alignement des priorités nationales avec les orientations stratégiques de l'Organisation pour la période 2026-2030.

Les travaux se sont déroulés sur deux journées, autour de deux principaux axes. La première journée a été consacrée au **dialogue stratégique sur les politiques publiques et à l'alignement des priorités nationales**, avec notamment des travaux de groupe permettant aux participants d'examiner les domaines prioritaires et de formuler leurs contributions.

La deuxième journée a porté sur les **engagements institutionnels et l'architecture de mise en œuvre**, avec un accent particulier sur les mécanismes de coordination, de suivi et de rapportage nécessaires à la mise en œuvre efficace de la Stratégie de l'IGAD au niveau national.

Au cours des échanges, les participants ont également examiné le projet de Stratégie de l'IGAD 2026-2030. Certaines parties prenantes n'ayant pas encore reçu le projet de document au début des travaux, celui-ci leur a été transmis au cours de la consultation afin de leur permettre de contribuer pleinement aux discussions et aux travaux de groupe.

Les échanges et consultations ont permis de dégager plusieurs points d'accord, notamment sur les **contributions nationales prioritaires à la Stratégie de l'IGAD 2026-2030**, les **mécanismes de coordination et de rapportage**, ainsi que sur le renforcement de l'alignement avec les structures de

suivi de l'**Agenda 2063 de l'Union africaine** et des **Objectifs de développement durable (ODD)**.

À l'issue de la consultation, les participants ont ainsi convenu de renforcer la coordination institutionnelle et le suivi des engagements nationaux, afin de contribuer efficacement à la mise en œuvre des priorités de l'IGAD pour la période 2026-2030.

Cette rencontre constitue une étape importante dans le processus d'appropriation nationale de la nouvelle Stratégie de l'IGAD et dans la consolidation d'un cadre de mise en œuvre axé sur les résultats, en cohérence avec les priorités nationales, régionales et continentales.



Atelier de lancement et première consultation du projet « Renforcement de la gestion des risques climatiques à Djibouti »

Dans le cadre du renforcement de la gestion des risques climatiques à Djibouti, le **Global Water Partnership (GWP)**, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) et avec le financement du **NDC Partnership – NDC Partnership Action Fund (NDC-PAF)**, a organisé, le jeudi 18 juin 2026 au Sheraton Hôtel, un atelier de lancement du projet et de première consultation avec les parties prenantes nationales et les membres du **Comité national directeur sur les changements climatiques (CNDCC)**.

Cet atelier avait pour objectif principal de lancer officiellement le projet et de favoriser une compréhension commune de sa vision, de ses objectifs, de son champ d'intervention et de son approche de mise en œuvre. Il visait également à assurer l'adhésion et la mobilisation des différentes parties prenantes autour des activités du projet, notamment en ce qui concerne l'étape essentielle de collecte et de gestion des données climatiques.



L'initiative s'inscrit dans une démarche visant à renforcer les capacités nationales en matière d'évaluation et de gestion des risques liés aux changements climatiques. Elle entend également favoriser une collaboration accrue entre les institutions gouvernementales, les communautés, la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement.

A travers une meilleure coordination entre ces différents acteurs, le projet contribuera à renforcer la capacité du pays à anticiper et à gérer les risques climatiques, tout en soutenant la mise en œuvre des **Contributions déterminées au niveau national (CDN)** de Djibouti dans le cadre de l'Accord de Paris.

Les échanges ont permis aux participants d'examiner les principales orientations du projet, de partager leurs expériences et de formuler des observations sur les modalités de sa mise en œuvre. Une

attention particulière a été accordée à la disponibilité, à la qualité et à l'accessibilité des données climatiques nécessaires à l'analyse et à la gestion des risques.

A l'issue de l'atelier, plusieurs résultats importants ont été enregistrés. La **méthodologie et le plan de mise en œuvre du projet ont été adoptés**, tandis qu'une cartographie des principaux ensembles de données climatiques disponibles aux niveaux mondial, régional et national, ainsi que de leurs sources, a été établie. Les participants ont également convenu d'un cadre pour la

collecte, la gestion et la mise à jour régulière de ces données.

A travers ce projet, Djibouti entend ainsi renforcer durablement ses capacités institutionnelles et techniques en matière de gestion des risques climatiques et consolider la coordination entre les acteurs concernés. Cette initiative constitue une étape importante pour améliorer la résilience du pays face aux impacts des changements climatiques et accélérer la mise en œuvre de ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris.

Atelier de dialogue sur l'accréditation des institutions nationales des droits de l'homme à Djibouti

Les 29 et 30 avril 2026, Djibouti a accueilli un atelier de dialogue consacré au processus d'accréditation des **Institutions nationales des droits de l'homme (INDH)** auprès de l'**Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI)**. La rencontre s'est tenue à l'Ayla Grand Hotel et a réuni des représentants de la Commission nationale des droits de l'homme de Djibouti, des experts régionaux ainsi que différents acteurs institutionnels concernés.

Organisé par le Secrétariat général du **Réseau arabe des institutions nationales des droits de l'homme**, en coopération avec l'institution nationale djiboutienne des droits de l'homme, cet atelier s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités de la Commission nationale des droits de l'homme et à l'accompagner dans son processus d'accréditation auprès du **Sous-Comité d'accréditation de la GANHRI**.

Cette initiative répond également aux besoins exprimés par l'institution nationale djiboutienne et aux recommandations visant à accompagner les institutions membres confrontées à différents défis, notamment dans les domaines de la formation, du renforcement des capacités et du développement institutionnel.

Au cours des deux journées de travaux, les participants ont approfondi leurs connaissances sur le système international d'accréditation des INDH, les critères d'évaluation ainsi que les procédures appliquées par le Sous-Comité d'accréditation. Les échanges ont également porté sur les mécanismes de prise de décision, les modalités des entretiens, qu'ils soient organisés en présentiel ou à distance, les possibilités de recours ainsi que les mécanismes de suivi des recommandations formulées à l'issue du processus d'évaluation.

En marge de l'atelier, des rencontres avec différentes parties prenantes nationales ont également été organisées afin de renforcer le rôle de la Commission nationale des droits de l'homme, de consolider ses relations avec les acteurs nationaux et de favoriser une meilleure visibilité de son action aux niveaux national et international.



L'**ONG Bender Djedid**, représentée par son point focal, **M. Fahim Neguib**, a également pris part à cet atelier. Sa participation illustre l'importance de l'implication de la société civile dans les processus de renforcement des mécanismes nationaux de promotion et de protection des droits humains.

À travers ce dialogue, les participants ont contribué à renforcer la compréhension des exigences liées à l'accréditation des INDH et à identifier les actions nécessaires pour accompagner la Commission nationale des droits de l'homme dans son processus institutionnel.

Cet atelier constitue ainsi une étape importante dans les efforts visant à consolider les capacités de l'institution nationale djiboutienne des droits de l'homme et à renforcer son rôle dans la promotion et la protection des droits fondamentaux à Djibouti.

Hommage à Saïd Ismaël Mohamed, membre du Conseil des sages de Bender Djedid

C'est avec une profonde tristesse que l'ONG Bender Djedid a appris le décès de **M. Saïd Ismaël Mohamed**, survenu le 2 juillet 2026, à l'âge de 81 ans. Sa disparition, soudaine et inattendue, a profondément touché l'ensemble des membres de notre Organisation.

A travers cet hommage, l'ONG Bender Djedid tient à exprimer sa profonde reconnaissance à celui qui a consacré de nombreuses années à nos côtés, avec fidélité, conviction et un sens remarquable du devoir.

Membre du **Conseil des sages de Bender Djedid**, **Saïd Ismaël Mohamed** s'est distingué par la solidité de son engagement et par son implication constante dans la vie sociale de l'Organisation. Au fil des années, il a apporté son expérience, sa sagesse et ses qualités humaines au service de notre action.

Homme de dialogue et de proximité, il jouait notamment un rôle important auprès des familles nécessiteuses, dont il était un relais attentif et engagé. Il s'investissait également dans la résolution des différends au sein de la communauté, en œuvrant comme conciliateur de proximité et en privilégiant toujours le dialogue, l'écoute et la recherche d'un règlement pacifique des conflits.

Par son engagement, sa disponibilité et son sens de l'intérêt collectif, **Saïd Ismaël Mohamed** a contribué à renforcer les liens de solidarité et de cohésion sociale autour de l'ONG Bender Djedid. Son parcours au sein de notre Organisation restera associé aux valeurs de sagesse, d'humanité, de courage et de dévouement.

Nous garderons de lui le souvenir d'un homme bienveillant, profondément humain et attaché aux autres, dont la gentillesse et la force des convictions ont marqué celles et ceux qui ont eu le privilège de travailler à ses côtés.

L'ONG Bender Djedid adresse à sa famille, à ses proches ainsi qu'à tous ceux qui l'ont connu et estimé ses condoléances les plus sincères et les plus attristées.

Que son engagement et sa mémoire demeurent une source d'inspiration pour les générations présentes et futures.

Paix à son âme.

Le Secrétaire Général

